



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports
Unité départementale de Seine-et-Marne**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral 2022 DRIEAT UD 77 039 du 18 mai 2022 imposant des prescriptions
complémentaires à la société SIGMA REAU 1 à REAU**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté n°21/BC/114 du 19 juillet 2021 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15/DCSE/IC/011 du 4 février 2015 autorisant la société SIGMA 11 à exploiter un bâtiment logistique situé sur le territoire de la commune de Réau (77 550), ZAC du Parc d'activités de l'A5 ;

Vu le changement de dénomination sans changement d'exploitant au profit de Sigma Réau 1 le 13 juin 2016 ;

Vu le porter à connaissance reçu le 18 mai 2016 présentant les modifications sollicitées, complété le 3 octobre 2018, mis à jour par le dossier en date du 28 juin 2019 et complété le 24 janvier 2020, 5 novembre 2020, 26 novembre 2020 et 14 décembre 2020 ;

Vu la demande de cas par cas du 27 juin 2019 et la dispense d'évaluation environnementale actée par décision préfectorale n°AP 2019 43 DCSE BPE IC du 9 juillet 2019 en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021 DRIEAT UD 77 112 du 12 août 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société SIGMA REAU 1 à Réau ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2022-15/DCSE/BPE/IC du 16 mars 2022 portant ouverture et organisation de la participation du public par voie électronique relative au projet de modification des installations du site exploité par la société « SIGMA REAU 1 », afin d'intégrer le stockage d'alcools de bouche au sein de deux cellules d'un entrepôt existant, situé ZAC du Parc de l'A5, sur le territoire de la commune de Réau (77 550) ;

Vu le porter à connaissance et la demande de cas par cas déposés en préfecture le 30 décembre 2021,

Vu la dispense d'évaluation environnementale actée par décision n°2022/DRIEAT/UD77/007 du 3 février 2022 en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de remarques du public dans le cadre de la participation du public par voie électronique organisée selon les modalités du L. 123-19-2 du Code de l'environnement pour une durée de 15 jours du 21 mars au 5 avril 2022.

Vu le rapport et les propositions en date du 12 avril 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 12 avril 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel du 22 avril 2022 indiquant l'absence d'observations du demandeur sur ce projet ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

Sur proposition de la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports,

ARRÊTE

Article premier :

La société SIGMA REAU 1 dont le siège social est situé 30 bis, rue Sainte Hélène à Lyon (69002) est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de REAU (77550), sous réserve du respect des prescriptions de l'autorisation antérieure datée du 4 février 2015 (AP n°15/DCSE/JC/011) modifiées et complétées par celles du présent arrêté, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 18 mai 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- Le Maire de Réau
- La Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE);
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Le Directeur Départemental des Territoires (Service Environnement et Prévention des Risques – Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau)
- La Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Le Directeur Départemental de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS – Inspection du travail).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021 DRIEAT UD 77 112 du 12 août 2021 sont modifiées par le tableau suivant :

Articles	Articles remplacés de l'AP n° 2021 DRIEAT UD 77 112 du 12 août 2021
1. 2.1	1.2.1
1. 2.2	1.2.2
2.1.1.1	4.3.1.1

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité	Capacité	Unité
1510	2a	A	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts	15 cellules pour un volume total de 1 210 900 m³ Quantité maximale stockée : 172 000 tonnes	Volume de l'entrepôt	>300 000	m³	1 210 900	m³
4755	2a	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	2 cellules pour un volume total de 2600 m³	Quantité présente	> 500	m³	2600	m³
4331	2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3	Quantité maximale stockée : 700 t	Quantité stockée susceptible d'être présente	> 100 <1000	t	700	t
2925	1	D	Atelier de charges d'accumulateurs	Ateliers de charge d'accumulateurs : Puissance maximale : 320 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable	>50	kW	320	kW

*Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD 77/008 imposant des prescriptions complémentaires à la société
SIGMA REAU 1 à REAU*

<i>Rubrique</i>	<i>Alinéa</i>	<i>A, D, NC</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>	<i>Critère de classement</i>	<i>Seuil du critère</i>	<i>Unité</i>	<i>Capacité</i>	<i>Unité</i>
2910	A-2	DC	Installation de combustion	Chaudière gaz d'une puissance totale de 6,4 MW	Puissance thermique maximale	>1 <20	MW	6,4	MW
4320	2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Stockage de bombes aérosols dont le gaz propulseur est un gaz inflammable de catégorie 1 ou 2	Quantité maximale	>15 <150	t	15	t
4330	2	DC	Liquides inflammables de catégorie 1	Quantité maximale stockée : 5,5 t	Quantité stockée susceptible d'être présente	> 1 <10	t	2,75	t
1185	2	NC	Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés	Quantité cumulée de fluide présente dans les groupes froids de plus de 2 kg : 295 kg	Quantité		kg	295	kg
1436		NC	Liquides combustibles (point éclair compris entre 60 et 93°)	Quantité maximale stockée : 50 t	Quantité stockée susceptible d'être présente	> 100 t	t	50	t
1530		NC	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Volume total : 350 000 m³	Volume susceptible d'être stocké	>50 000	m³	350 000	m³
1532	2	NC	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Volume total : 350 000 m³	Volume susceptible d'être stocké	>20 000	m³	350 000	m³
2662		NC	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Volume total : 350 000 m³	Volume susceptible d'être stocké	≥ 40 000	m³	350 000	m³
2663	1	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 A l'état expansé ou alvéolaire tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc...	Volume total : 350 000 m³	Volume susceptible d'être stocké	≥ 45 000	m³	350 000	m³

*Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD 77/008 imposant des prescriptions complémentaires à la société
SIGMA REAU 1 à REAU*

<i>Rubrique</i>	<i>Alinéa</i>	<i>A, D, NC</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>	<i>Critère de classement</i>	<i>Seuil du critère</i>	<i>Unité</i>	<i>Capacité</i>	<i>Unité</i>
2663	2	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 A l'état non expansé e non alvéolaire et pour les pneumatiques	Volume total : 350 000 m ³	Volume susceptible d'être stocké	≥ 80 000	m ³	350 000	m ³
4510		NC	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigüe 1 ou chronique 1	Quantité stockée : 10 t	Quantité stockée	>20 <100	t	10	t
4511		NC	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité stockée : 50 t	Quantité stockée	>100 <200	t	50	t
4321		NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Stockage de bombes aérosols dont le gaz propulseur n'est pas un gaz inflammable de catégorie 1 ou 2	Quantité maximale	>500 <1500	t	90	t
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Quantité susceptible d'être stockée	Quantité stockée	>50 <100	t	1	t

ARTICLE 1.2.2 CARACTÉRISTIQUES DES CELLULES DE STOCKAGE

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Le bâtiment présente les caractéristiques suivantes :

<i>Désignation</i>	<i>Caractéristiques</i>
Emprise au sol du bâtiment	94 979 m ²
Hauteur au faîtage sur étanchéité	13,7 m
Hauteur libre sous ferme	11,6 m
Nombre de cellules	15

<i>Identification des cellules</i>	<i>Surface des cellules</i>	<i>Nature des produits pouvant être stockés par cellule</i>
1 à 13 et 15	5940 m ²	Produits combustibles Papiers, cartons Bois et/ou matériaux analogues Polymères 50 % Polymères
10 et 11	5940 m ²	Produits combustibles Papiers, cartons Bois et/ou matériaux analogues Polymères 50 % Polymères Alcools de bouche : rubrique 4755-2a
14	5940 m ²	Liquides inflammables et aérosols : rubrique 4331, 4320, 4330, 4321 Produits dangereux sous les seuils de classement : rubriques 4510, 4511, 1436, 4734 Produits combustibles Papiers, cartons Bois et/ou matériaux analogues Polymères 50 % Polymères

TITRE 2- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 2.1 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 2.1.1 RETENTIONS ET CONFINEMENT

Article 2.1.1.1 Confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les rétentions sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Pour les cellules 1 à 15, les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire pour un volume total de 3010 m³ par :

- les cellules du bâtiment, sur une hauteur de 4 cm,
- les quais de chargement, sur une hauteur maximum de 20 cm,
- les réseaux.

Pour la rétention de ces eaux, la cellule de stockage des liquides inflammables et des aérosols est associée à une rétention déportée extérieure de rétention de 1400 m³.

La disposition et la pente du sol autour des récipients mobiles de la cellule 14 sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les récipients mobiles et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux cellules de stockage. Un siphon antifeu est mis en place sur la canalisation menant à la rétention déportée.

La rétention déportée est dimensionnée de manière qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide inflammable lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.

Le site est isolé selon les dispositions mentionnées au point 4.2.4. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les vannes d'isolement du réseau d'assainissement sont asservies au système de détection automatique.

Il devra être strictement interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours et les aires de mise en station des échelles aériennes. La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.

Afin de limiter la hauteur d'eau aux abords des bâtiments, l'exploitant devra prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir, avant saturation des volumes de confinement, sur le site en cas de sinistre.

La vidange des eaux collectées et le rejet vers le milieu naturel ne se fera qu'après analyse, afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet selon les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.